

Le coup de Jarnac d'Abdelaziz Bouteflika

Algérie Pour sauver son régime, le Président renonce au cinquième mandat et s'offre une rallonge en court-circuitant les urnes.

Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Après trois semaines de contestation populaire contre son régime, Abdelaziz Bouteflika a répondu aux Algériens par une nouvelle "lettre à la nation". De retour, dimanche, de Genève où il était hospitalisé depuis le 24 février pour "des contrôles médicaux", il a annoncé, dès le lendemain, un programme de sortie de crise qui a laissé les Algériens sur leur faim. Affirmant "comprendre le message de la jeunesse", le président algérien a déroulé, avec des accents gaullois, une feuille de route dans laquelle les promesses de réforme s'apparentent à une ruse pour gagner du temps, afin de sauver les meubles. En reportant le scrutin présidentiel prévu le 18 avril, il renonce au très contesté cinquième mandat pour prolonger le mandat en cours sans passer par les urnes. "Recalé au concours du cinquième mandat, Bouteflika veut redoubler le quatrième !" ironise un internaute.

Mensonge d'État

Pour sauver la face, le président algérien a jeté un gros pavé dans la mare: "Il n'y aura pas de 5^e mandat, il n'en a jamais été question pour moi!" Une révélation qui pose de nombreuses interrogations. Pour Kamel Daoud, "il s'agit d'un mensonge d'État ou bien de l'aveu d'un faux et usage de faux au sein de la Présidence. Qui a signé les lettres précédentes ? s'interroge le célèbre écrivain. Qui a installé la direction de campagne et récolté les pseudo cinq millions de signatures ? Qui a signé le dossier déposé auprès du Conseil constitutionnel?"

Au mépris de la loi électorale qui exige la présence du candidat, c'est Abdelghani Zaalane, son directeur de campagne, qui l'a représenté par procuration. "Abdelghani Zaalane et ses complices auraient donc usurpé les fonctions du Président, et perpétré un attentat contre la sûreté de l'État,

surenchérir un juriste. Pour être crédible, le Président doit saisir la justice."

En attendant, "Bouteflika campe le vieux mythe oriental du bon Pacha entouré de mauvais vizirs", analyse le journaliste Hacem Ouali. Le fusible Ahmed Ouyahia, le très impopulaire Premier ministre, a donc sauté; il est remplacé par Nordine Bédoui, ministre de l'Intérieur, décrié pour son expertise en fraude électorale. "Lors de la collecte des signatures de parrainage à la présidentielle avortée, Bédoui avait ordonné aux walis (préfets) de bloquer les partisans de l'opposition", dénonce Souleiman Takarli, attaché de presse d'Ali Ghediri, général à la retraite et principal challenger de Bouteflika qui se voit carbonisé par le report du scrutin. Pour l'opposant Djamel Zenati, "Bouteflika renonce à la candidature sans renoncer à la présidence. Il

nomme le chargé de la fraude et de la répression comme Premier ministre et convoque le vieux Lakhdar Brahimi pour présider une curieuse conférence outrageusement qualifiée d'instance indépendante".

Diversions

Cette "conférence nationale inclusive ouverte à tous" proposée par Abdelaziz Bouteflika, est un appât pour l'opposition, une diversion pour gagner du temps, désamorcer la crise, et restaurer le régime. Pour la coprésider, Lakhdar Brahim, ancien ministre des Affaires

étrangères et diplomate de carrière qui a fait plusieurs missions pour l'Onu, notamment en Syrie, tente de convaincre des "sages" de sauter le pas. Comme le commandant Lakhdar Bouregaa, officier de l'Armée de libération et opposant historique au régime qui a été emprisonné dans les années 1970. Ou l'avocate Zohra Drif, héroïne de la bataille d'Alger condamnée à mort en 1957, pendant la colonisation française.

Alors que les contestataires exigent le "départ de tout l'ancien personnel politique", ce ravalement de façade a peu de chances de calmer une jeunesse qui a pris goût à la liberté, dans une bien rare communion civique. Fer de lance de la contestation, les étudiants d'Alger ont de nouveau manifesté, hier, dans le centre-ville, contre la "prolongation du 4^e mandat". En province, des centaines de magistrats sont entrés en dissidence en rejoignant la manifestation des avocats. La grande mobilisation attendue vendredi prochain révélera qui du président contesté, ou du peuple en colère aura marqué des points.

Épingle

Bouteflika sous "menace vitale permanente"

Le président algérien est rentré dimanche d'un séjour médical de deux semaines en Suisse, aux Hôpitaux universitaires de Genève. Si aucun bulletin de santé n'a été publié à l'issue des "examens médicaux périodiques" auxquels doit se soumettre Abdelaziz Bouteflika, des informations ont filtré, entre autres dans la presse helvétique. Selon *La Tribune de Genève*, le chef d'État algérien souffre de problèmes

neurologiques et respiratoires. L'homme de 82 ans se trouve "sous menace vitale permanente" en raison de la dégradation de ses réflexes neurologiques. "Il ne souffre d'aucun mal mortel à court terme mais c'est un vieux monsieur qui peine à se remettre des conséquences de son attaque cérébrale de 2013", écrit le journal.

D'après la source interrogée, Abdelaziz Bouteflika est passé d'un "état de fragilité, mais permettant une vie à peu près normale" à un état "très précaire et (qui) nécessite des soins constants". La source précisait encore qu'il souffre d'aphasie, une perte partielle du langage ("il semble

réceptif à ce qu'on lui dit, mais on le comprend à peine, il faut pratiquement lire sur ses lèvres") et aussi d'une "bronchoaspiration" (il présente des risques élevés "que des aliments ne soient dirigés vers ses voies respiratoires, ce qui peut entraîner une infection pulmonaire grave").

L'avocate suisse qui a lancé une action pour placer le chef d'État sous curatelle lors de son séjour genevois, avait fondé sa requête sur le fait qu'il est "incapable de discernement" et que "tous ses actes [...] ne sont pas effectués par lui-même mais par son entourage politique et familial". **V.B.**